

BUDGET 2027 :

LE GOUVERNEMENT GÈLE LE POINT D'INDICE MAIS ALLÈGE LA SURTAXE DES GRANDS GROUPES !

COMMUNIQUÉ >>> MONTREUIL, LE 25 SEPTEMBRE 2026



Le gouvernement vient de confirmer le gel du point d'indice pour la quatrième année consécutive ! Les premières annonces sur le budget 2027 sont catastrophiques. L'UFSE-CGT appelle les agent-es public-ques à se mettre en grève et à participer partout aux manifestations ce mardi 29 septembre, dans le cadre de la mobilisation lancée par l'intersyndicale Fonction publique CGT / FO / FSU / CFDT / UNSA / Solidaires / CFE/CGC / FA-FAP

LE 17 SEPTEMBRE, le Premier ministre a présenté les grandes orientations du budget 2027: **un effort d'environ 54 milliards d'euros pour ramener le déficit public à 5% du PIB.** Pour les agent-es public-ques, la facture tombe: le point d'indice, gelé depuis juillet 2023, le restera en 2027. Sur un an, l'inflation est de 2.4 % soit une économie d'environ 4 milliards d'euros pour l'État. Dans le même temps, la contribution exceptionnelle des très grandes entreprises sera ramenée à 5 milliards d'euros par an, contre 8 milliards jusqu'ici. Ces 3 milliards d'euros d'impôt en moins pour les grands groupes sont auraient pu être mis à contribution. **Ce que l'on refuse aux agent-es, on le concède aux plus grandes entreprises.**

La Cour des comptes avait donné le ton le 21 septembre: elle préconise 20 milliards d'euros d'économies supplémentaires sur la masse salariale publique d'ici 2029, **par le non-remplacement d'une partie des départs en retraite, une «sous-indexation concertée et pluriannuelle» du point d'indice, des carrières ralenties et moins de mesures catégorielles.** Pour la seule fonction publique territoriale, elle chiffre un scénario à 140 000 agent-es de moins. Ces recommandations sont dangereuses car elles dessinent la trajectoire que suit le gouvernement: moins d'agent-es, des agent-es moins bien payés et des agent-es aux carrières qui ne progressent plus selon les grilles de la fonction publique !

Les faits démentent le discours du gouvernement comme de la cour sur de prétendus gains de pouvoir d'achat des agent-es public-ques. Ils s'appuient sur des données qui intègrent les

échelons gagnés par les agent-es et les promotions comme des augmentations de salaire, alors qu'ils récompensent une progression de l'expérience et des qualifications. Depuis février 2017, la valeur du point n'a progressé que d'environ 5 %, quand l'inflation cumulée devrait atteindre 24 % fin 2026: le point a perdu 15,62 % de son pouvoir d'achat. Depuis la hausse du SMIC du 1er juin, le traitement de 862 000 agent-es n'atteint désormais le SMIC que grâce à une indemnité différentielle. La smicardisation de la fonction publique touche près d'un agent-e sur sept, elle attaque toute la catégorie C et la catégorie B. En janvier, à la prochaine hausse du SMIC, les débuts de la catégorie A seront aussi sous le SMIC !

Ce budget n'est pas seulement injuste: il fabrique la crise d'attractivité. Le gel des salaires tarit les candidatures aux concours, 11 % des postes sont d'ores et déjà non pourvus ! Les employeurs recrutent sous contrat et les contractuels représentent déjà 24 % des agent-es public-ques. On invoque ensuite cette contractualisation pour demander, comme le fait la revue stratégique de la DGAFP, s'il faut «encore» des fonctionnaires sous statut.

À quelques semaines des 80 ans du Statut général des fonctionnaires, le contraste est saisissant. La loi du 19 octobre 1946 voulait qu'aucun traitement de fonctionnaire ne soit inférieur à 120 % du minimum vital ; en 2026, les premiers échelons des grilles sont sous le SMIC. Le meilleur hommage au Statut serait de rémunérer dignement celles et ceux qui font vivre le service public !

LE MARDI 29 SEPTEMBRE, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE

L'UFSE-CGT appelle l'ensemble des agent-es, actifs et retraités, à faire grève et à manifester à l'appel de l'intersyndicale Fonction publique CGT, FO, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP. Le projet de loi de finances doit être présenté en Conseil des ministres dans les jours qui suivent : c'est maintenant que tout se joue.